

Le coq et la perle

Les gouvernements refusent ce que les citoyens attendent : l'émergence d'une puissance publique européenne capable de peser dans le monde et de faire goûter aux Européens les bénéfices de la globalisation, tout en préservant leur art de vivre.

Si le mot d'Etat n'effrayait pas si facilement (surtout sous la forme, abominable en effet, de « super-État »), nous aurions même pu songer à l'appeler ainsi. Mais, de Tony Blair à Michel Delebarre, l'actuel président du Comité des régions, un grand nombre d'hommes politiques européens se croient obligés de vouer l'État aux gémonies. Attitude curieuse de la part d'hommes qui ont exercé ou exercent des responsabilités étatiques. Comme si l'idée d'Etat en soi était forcément vicieuse. Chapeau bas à Guy Verhofstadt qui, dans son ouvrage *Les États-Unis d'Europe*¹, est le seul à oser briser le tabou !

La réaction des adversaires de l'État est d'autant plus curieuse que la population est moins crispée qu'auparavant sur l'exercice conjoint, au niveau européen, de prérogatives régaliennes : les citoyens seraient massivement prêts à soutenir une politique de sécurité et de défense commune (77 % dans l'UE à vingt-cinq) ou une politique étrangère commune (68 %)² ; comme en 1956 en France, les réticences sont peut-être plus nombreuses dans les « élites », qui ont peur de perdre leur pouvoir, que dans la population, assez sage pour mesurer l'évolution du monde.

L'Europe n'est pas forcément, dans tous les domaines, l'échelon d'action pertinent ; l'approche globale des entreprises montre que, même en matière économique, le marché européen est devenu un peu étroit.

L'Europe n'est pas une fin en soi ni la limite de notre horizon. Mais la conscience de ses imperfections ou insuffisances ne doit pas devenir le prétexte pour renoncer à agir à ce niveau : même imparfait, l'échelon peut être utile. Avec 500 millions d'habitants solvables, il reste un enjeu économique considérable.

Ainsi, l'objectif de l'Europe n'est pas de reproduire « en plus grand » l'État-nation, ni « en plus européen » les États-Unis d'Amérique. Le processus de rapprochement européen est unique, inédit. Il exige, pour l'encadrer, une construction politique originale. Ne nous querellons pas sur les mots. Donnons un contenu à cette puissance politique d'un type nouveau.

La première priorité devrait être d'ordre économique : donner du travail aux trop nombreux chômeurs, encourager une croissance durable de la zone euro, voilà l'enjeu primordial ; ce n'est pas la frénésie fédéraliste qui doit pousser à mieux agir en Europe dans ces matières, mais le sens des responsabilités, pour ne pas dire le bon sens. Nous devons parachever l'œuvre accomplie. Le marché est loin d'être abouti. Et l'euro n'a pas même une représentation externe dans les institutions financières internationales³. Le pacte de stabilité était nécessaire pour donner naissance à la monnaie unique ; il est désormais insuffisant, même remanié, pour garantir la viabilité de la monnaie, et son acceptation par les Européens. On leur avait promis la prospérité ; pour l'instant, ils ont surtout vu la hausse des prix. Bien trop d'enfants vivent dans des familles pauvres, monoparentales, où ils ne reçoivent pas les soins, la nourriture et les conditions de vie nécessaires à leur épanouissement. Les déficits publics français, italien, allemand sont abyssaux. La dépense publique n'est pas correctement allouée. Poussés au désespoir par la montée des inégalités, choqués par les rémunérations de certains patrons, les peuples pourraient bien finir par se rebeller. L'injustice porte en elle le germe des révolutions.

La seconde priorité est d'agir dans le monde. A cette fin, l'Europe a besoin, comme le Traité constitutionnel l'avait envisagé, d'un ministre des Affaires étrangères européen doté d'un service diplomatique commun. Notre politique étrangère n'est pas assez cohérente ; l'éparpillement de moyens devenus rares n'a que trop duré. Financer des milliers de diplomates nationaux et de fonctionnaires communautaires travaillant dans des structures parallèles, pour un bénéfice limité, est un luxe d'un autre âge. Nous avons la méthode – celle de la politique commerciale –, le talent de la jeune génération Erasmus, bien formée, tentée par une carrière européenne. Progressivement, sans brûler les étapes mais résolument, le chantier de la diplomatie commune – et non plus coordonnée – doit voir le jour.

De nombreux doublons existent aussi en matière militaire. Nos budgets de défense additionnés atteignent plus de la moitié du budget américain pour une efficacité infiniment moindre. Naturellement, la vocation de l'Europe n'est ni d'imiter les États-Unis ni, par ce biais, d'en devenir rivale. En usant de pouvoirs d'influence non coercitifs, l'Union peut parvenir à certaines de ses fins différemment. Il n'en demeure pas moins que l'absence de défense commune se ressent et paraît d'autant plus curieuse dès lors que les populations y sont maintenant, à la différence des années 1950-1954, massivement favorables. Déjà, Robert Marjolin considérait que la préférence des Européens pour « le beurre au lieu des canons⁴ » était une erreur stratégique.

En matière de justice et d'affaires intérieures, qu'il s'agisse de lutte contre le crime organisé, contre le terrorisme ou de la politique d'immigration, le *statu quo* ne garantit pas l'efficacité ; il est inacceptable. Le traité d'Amsterdam, signé en 1997, a marqué une avancée significative. Le sommet de Tampere (1999) a posé les bases d'un « véritable espace européen de la justice ». Mais, ainsi que l'écrit Robert Badinter, ancien garde des Sceaux, la reconnaissance mutuelle des décisions de justice « ne fait pas naître une justice de l'Union européenne, avec ses juridictions, ses organes de poursuite et ses magistrats européens⁵ ».

La liste des progrès à accomplir a déjà été dressée maintes fois ; il ne suffit pas de dire « y a qu'à » pour faire évoluer les esprits, mais un rappel des carences de l'Union dite européenne est nécessaire afin de susciter une prise de conscience. Rappelons que les partisans de l'Europe intergouvernementale (celle de l'UE) ont déjà disposé de quinze années, depuis Maastricht, pour montrer ce dont ils sont capables. Le bilan est maigre : de tout petits pas quand la Chine et l'Inde ont chaussé les bottes de sept lieues.

Cessons donc de nous extasier sur les petits verrous que nous débloquons en laissant néanmoins l'huis clos. Ouvrons grand la porte ! Retrouvons pour l'Europe des ambitions larges. Spaak disait déjà, en 1972 : « Il faut que les responsables cessent de s'émerveiller des tout petits progrès qu'ils réalisent pour mettre au point, une fois pour toutes, et tout de suite, les mécanismes qui s'imposent ». Tout le combat de Monnet, dans son Comité, jusqu'à la dissolution de celui-ci, en 1975, à la veille de sa mort, fut celui-là : faire passer les décideurs à l'action. À relire les fondateurs, tout semble déjà avoir été analysé, compris, dit ; la pédagogie à mener est un éternel recommencement. Mais, comme disait Camus : « Il faut imaginer Sisyphe heureux ».

Enfin, les Européens ne peuvent plus éluder la délicate question de leur identité. Jusqu'à présent, l'Union a négligé l'invitation de la philosophie grecque : « Connais-toi toi-même ». Les brassages de nos sociétés, l'arrivée récente de nombreux nouveaux membres, le caractère hasardeux des promesses faites à certains voisins invitent à réfléchir sur l'accord tacite des origines.

Sans aucun doute possible, les fondateurs, croyants ou non, partageaient une même conception de la société, de la vie politique et de l'homme qui, pour la brosser à grands traits, était celle du christianisme éclairé par les Lumières. Même un socialiste agnostique, comme Paul-Henri Spaak, le reconnaissait sans ambages : « Ne vous rendez-vous pas compte que nous sommes les hommes d'une même civilisation qui s'appelle la civilisation chrétienne ? Et quand nous aurons tous disparu et qu'on ne pensera plus à aucun d'entre nous, dans le recul des temps, on saura tout de même qu'ensemble, c'est cette aventure-là que nous avons vécue⁶ ».

Le ton de Spaak est surprenant tant il rejoint celui d'un Robert Schuman, catholique fervent, ou de ses coreligionnaires De Gasperi ou Adenauer. (...)

Voilà pour l'histoire. En 2006, ces propos semblent d'un autre temps. Parce qu'ils bousculent les habitudes « politiquement correctes », ils ne sont même plus cités. Il nous paraît au contraire utile de les remettre en mémoire aux Européens afin de leur faire comprendre que le silence des fondateurs ne cachait pas un vide. Le traité charbon/acier ou le traité de Rome créant le Marché commun, textes à caractère technique, n'entraient pas dans ces considérations mais leurs rédacteurs pouvaient se dispenser d'évoquer un idéal qu'ils savaient avoir en partage.

Le « creux » actuel, en revanche, pose problème. Une vision commune de l'Europe, une commune conception de la société ne se décrètent pas mais elles ne s'escamotent pas non plus. Rompons le faux silence qui s'est abattu sur notre continent.

De nos jours, les discours européens contournent soigneusement les questions identitaires car celles-ci, pour reprendre l'expression d'Amin Maalouf, sont « meurtrières ». Il

est vrai qu'elles portent en elle des ferments de division, de repli, voire de xénophobie. Mais, dans ce domaine, le refoulement n'est pas non plus exempt de risques. A tout prendre, mieux vaut encourager une réflexion identitaire au niveau de l'Europe, ensemble bigarré, divers, multiculturel, plutôt que dans des espaces nationaux plus étroits. Et, comme disait Schuman, « rien de durable ne s'accomplit dans la facilité⁷ ». A la question de l'identité de l'Europe, il n'y a aucune réponse simple, ni définitive. Il ne peut exister qu'une réponse forgée *via* un débat démocratique, au risque de la cacophonie ou du tumulte. Tout ce qui y contribue vaut mieux, à tout prendre, que le non-dit.

Désincarnée, inconsciente de ses origines, l'Europe serait une création virtuelle, un décor de jeux vidéo ; elle ne serait guère consistante, ni attirante. L'historien Élie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France qui n'est, comme il le dit lui-même, « ni chrétien ni croyant », l'exprime crûment : « On n'a pas envie de coucher avec cette Europe-là⁸ ». Il se dit « consterné par la négation de l'Histoire » que représente, selon lui, le refus de reconnaître les « racines chrétiennes » de l'Europe. Pour lui, « on n'échappera pas à l'Histoire en la niant. Le résultat, c'est que l'Europe est sûrement une réalité économique, peut-être un projet politique, pour certains un choix idéologique mais pas une entité culturelle, pas quelque chose de charnel... Or pour moi, c'est une évidence d'historien : l'Europe est divisée en cultures, en langues, mais repose sur un substrat de civilisation commun qu'on ne trouve pas ailleurs ».

Les Européens ont-ils conscience de ce « substrat » ? Ont-ils encore la fierté de leur héritage, de l'extraordinaire apport de la civilisation européenne au monde ? Les journées du patrimoine font recette ; certains livres d'histoire connaissent de forts tirages mais, dans le même temps, une terrible entreprise de démolition est en cours : la liberté de réflexion historique se heurte à la protection excessive des « communautés » (au sens de groupes ethniques ou de minorités), à l'autoflagellation, au politiquement correct.

Sans rien cacher des horreurs commises sur ce continent ou par des Européens en dehors de ce continent, l'Europe a besoin de valoriser ce qui, en elle, fut grand et beau : oeuvres d'art, pensée novatrice, réalisations matérielles et immatérielles, gestes solidaires, héroïsme, artisanat. Si nous persistons à voir en nous, sans discernement et au mépris de toute autre considération, d'anciens nazis, d'anciens fascistes, d'anciens vichystes, d'anciens esclavagistes, d'anciens colonialistes, ou d'anciens communistes, nous n'irons pas loin. Les générations montantes ne sont pas coupables de toutes les fautes accumulées de leurs prédécesseurs. Elles conservent le droit de s'extasier et de s'émouvoir sur les chefs-d'œuvre de la culture européenne. Sinon, elles vont périr d'ennui. Là aussi, la révérence des fondateurs envers les grandes œuvres du passé, plus spontanée que la nôtre, leur confiance dans l'avenir – malgré ce qu'ils avaient enduré pendant la Seconde Guerre mondiale ou, peut-être, à cause de cette épreuve – peuvent nous aider à retrouver le « goût d'être Européen ».

Naturellement, l'Europe n'est pas un « club chrétien ». Elle compte des millions d'habitants d'autres confessions ou athées qui sont des citoyens européens à part entière. Nul ne doit leur contester cette qualité. Mais les jeunes générations ont besoin de repères historiques et de débat politique pour s'appropriier les valeurs européennes. Que certains le veuillent ou non, durant des siècles, c'est cette foi-là, avec sa grandeur, ses vertus, ses travers et ses innombrables crimes, qui a fait de l'Europe ce qu'elle est. Dans chaque village, l'église (même vide, désormais, le plus souvent) témoigne de cette emprise historique ; de même, dans chaque musée, la clé de compréhension de nombre de chefs-d'œuvre se trouve dans cette histoire. En outre, c'est du christianisme qu'est venue, *via* l'Évangile et saint Augustin, la séparation du spirituel et du temporel.

Cet apport ne fut pas exclusif, loin de là : dans certaines parties de l'Europe, le judaïsme a joué un rôle fondamental. La pensée et la mythologie grecque, l'héritage administratif et juridique de Rome et, plus encore, le développement des villes au Moyen Âge, plus ou moins uniforme sur l'ensemble du continent, ont aussi façonné l'Europe. Alexis de Tocqueville avait déjà été frappé par l'unité de l'Europe : « J'ai eu l'occasion d'étudier les institutions politiques du Moyen Âge en France, en Angleterre et en Allemagne, et à mesure que j'avancais dans ce travail, j'étais rempli d'étonnement en voyant la prodigieuse similitude qui se rencontre entre toutes ces lois. (...) »

Avec la Renaissance, la Réforme et, plus encore, les Lumières, la chrétienté a rencontré la raison et a pu être peu à peu dépouillée de certains obscurantismes, de ses violences. Le parcours des religions chrétiennes, notamment du catholicisme, d'ailleurs inachevé, est le signe qu'aucune religion n'est enfermée pour toujours dans des schémas

archaïques. Les enfants d'Europe – qu'ils soient européens de souche, immigrés ou descendants d'immigrés – devraient entendre parler, de manière plus systématique, de ce parcours, à travers une démarche authentiquement européenne, une libre confrontation des points de vue.

Les Européens devraient aussi être amenés à comprendre à quel point le recul de la pratique religieuse distingue ce continent des États-Unis. Cette seule considération confirme, si besoin est, à quel point l'idée de « copier » les institutions des Américains serait artificielle.

Il est heureux que le premier « manuel d'histoire » franco-allemand soit enfin sorti⁹ : (...) la démarche possède, en soi, une extraordinaire vertu.

Cette friction des visions historiques est absolument nécessaire à l'émergence d'une identité commune européenne. Un exercice du même type pourrait être utilement mené avec les Britanniques ou, pour l'histoire récente, avec les nouveaux pays membres. De Jeanne d'Arc à Yalta, de la colonisation à l'esclavage, des guerres de religion à Napoléon, bien des moments forts de l'histoire de l'Europe sont racontés aux enfants dans des optiques cloisonnées, nationalistes, biaisées. C'est le refus d'attaquer nos préjugés à la source qui complique ensuite la compréhension mutuelle.

De même, la négation, par les autorités de l'Union, du besoin de frontières externes est néfaste. Ces dernières années, la Commission et les gouvernements ont entretenu le mythe d'une Europe ouverte à tous ceux qui en partagent les valeurs. Cette conception généreuse n'est pas sans défauts : elle ignore largement l'universalité des droits de l'homme, passe sur la géographie et, lorsque l'Union affronte, comme en ce moment, une crise institutionnelle majeure, heurte même le bon sens.

Sur ce point aussi, Élie Barnavi avance à contre-courant : « Si l'Europe ne se définit que par les droits de l'homme, elle n'existe pas. Il n'y a pas d'existence sans territoire [...] L'un des drames de l'Europe est qu'elle ne sait pas [...] définir un « eux » et un « nous ». Cette frontière entre « eux » et « nous » n'est pas forcément hostile, ni imperméable, elle peut, elle doit être amicale et poreuse mais pour être amicale et poreuse, il faut d'abord qu'elle existe ». La réussite d'une politique étrangère commune suppose la délimitation de l'espace européen. Entre la forteresse et la passoire, l'Europe doit oser chercher son point d'équilibre.

Sans sentiment d'appartenance, il est impossible de bâtir l'Europe communautaire, qui est censée, rappelons-le, « unir des hommes ». Pour rassurer l'opinion, une pause de longue durée, un report *sine die*¹⁰ de tout élargissement est indispensable ; si elle était fermement décrétée, la discussion sur l'avenir de l'Europe pourrait reprendre sur un terrain moins miné. Heureusement, la Commission semble commencer à le comprendre ; son rapport du 8 novembre 2006 marque un infléchissement en ce sens.

La création d'une avant-garde, d'un noyau ou d'un cercle plus intime – quelle que soit sa dénomination – est souvent évoquée comme remède à la crise de l'Union européenne. L'arrivée de nombreux nouveaux membres aux attentes hétérogènes, le refus persistant de certains États d'admettre les partages de souveraineté incitent à se replier sur des groupes restreints. Mais ceux qui croient trouver là une solution facile risquent de déchanter.

L'aventure exige tout d'abord une détermination très forte, un engagement européen dont les gouvernements actuels n'ont, à ce jour, plus fait la preuve. Au cours des dernières années, personne ne les empêchait de lancer, à quelques-uns, un nouveau projet. C'est ainsi qu'en leur temps l'euro ou l'espace Schengen ont vu le jour. Si, à l'époque, leurs promoteurs (Mitterrand, Kohl, notamment) avaient attendu l'autorisation de tous les membres de la CEE, nous n'aurions ni monnaie unique ni espace sans frontières.

En réalité, l'élargissement a bon dos : nombreux sont ceux qui reprochent aux « nouveaux » de les avoir empêchés de faire ce qu'ils... n'ont mis aucun empressement à entreprendre.

Sylvie GOULARD

*Le Coq et la Perle,
50 ans d'Europe,
Février 2007*

- 1- Guy Verhofstadt, *Les Etats-Unis d'Europe*, Bruxelles, Luc Pire, 2006.
- 2- Eurobaromètre n°64, décembre 2005.
- 3- Afin, par exemple, de peser sur la Chine, dont la monnaie sous-évaluée est préjudiciable à nos emplois.
- 4- Robert Marjolin, *Le travail d'une vie*, *op. cit.*, p. 358.
- 5- Robert Badinter, « Vers une justice européenne », discours prononcé à l'université Humboldt, Berlin, 24 octobre 2005.
6. & 7. *Pour l'Europe*, *op. cit.*, p 20
8. Élie Barnavi, « Le socle de l'Europe est chrétien », propos recueillis par Élisabeth Lévy, *Le Point*, n°1738, 5 janvier 2006.
9. Peter Geiss, Guillaume Le Quintrec, *Histoire / Geschichte, l'Europe et le monde depuis 1945 : terminales L, ES, S*, Paris-Stuttgart, Nathan-Klett, 2006.